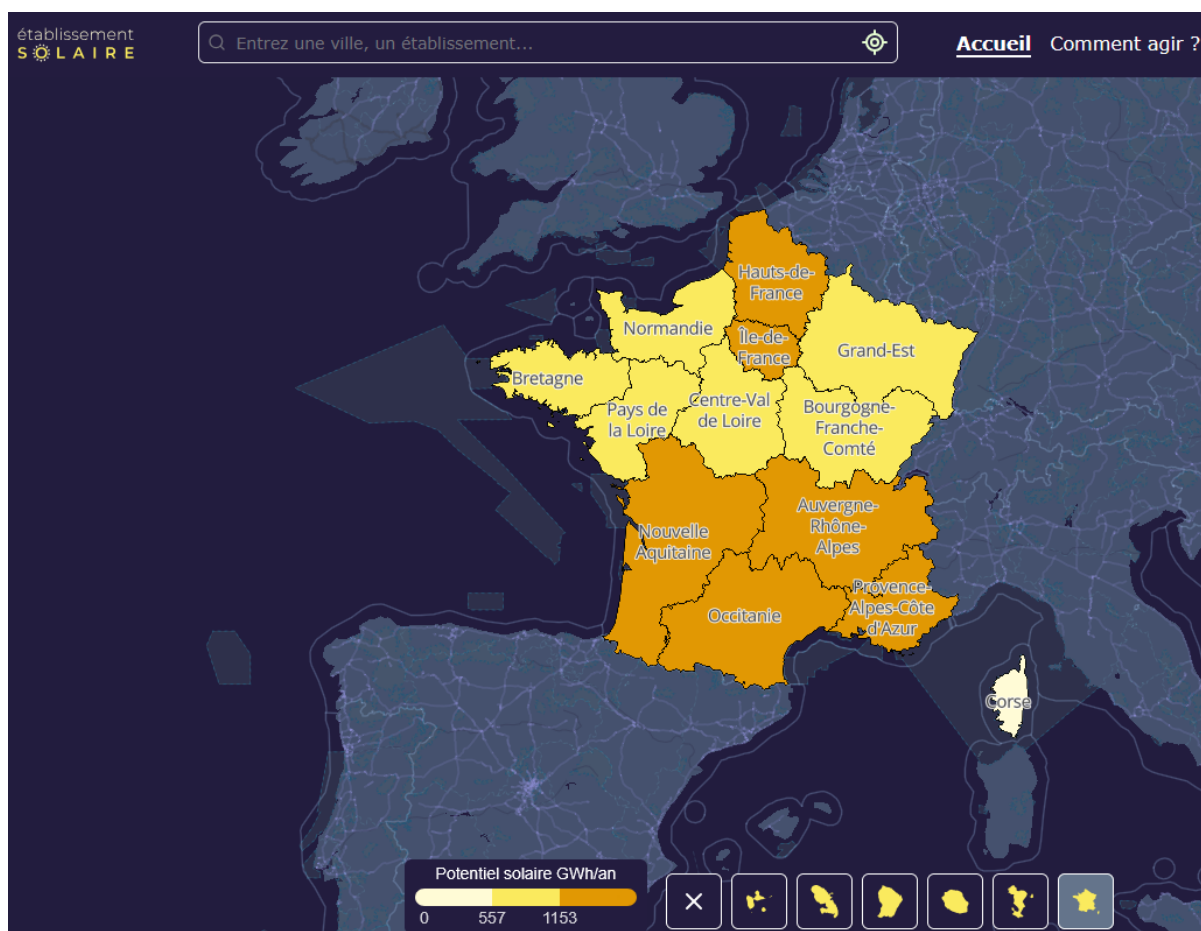


Établissement solaire

Dossier de presse

**Un outil inédit sur le potentiel solaire
des écoles en France**



Un outil inédit

<https://etablissement-solaire.fr/>

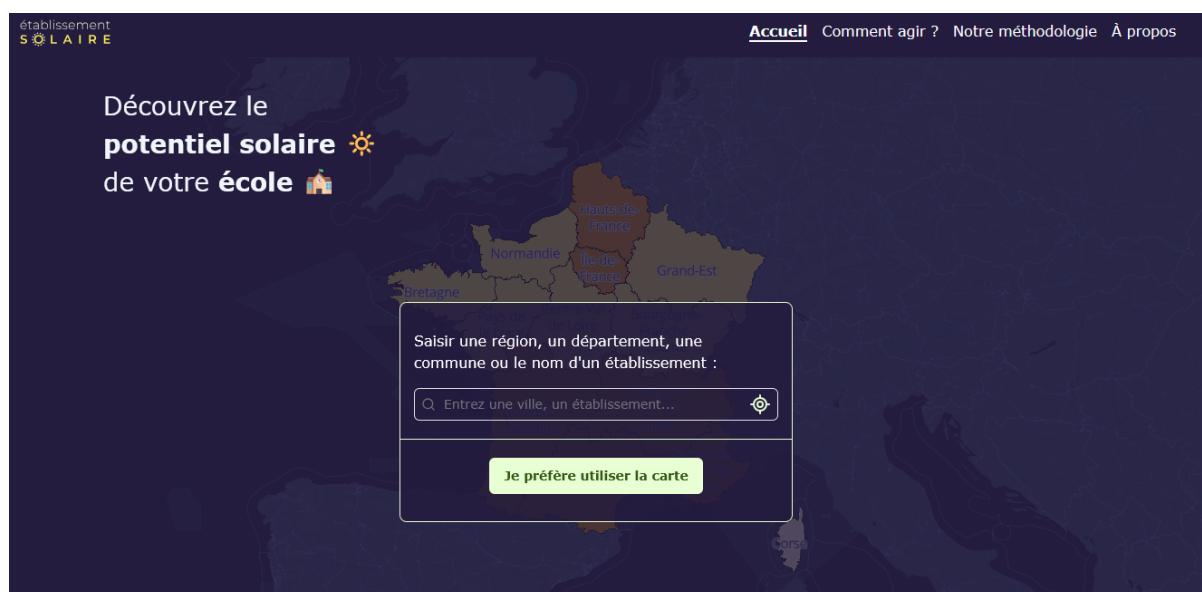
Greenpeace France lance en collaboration avec l'association Data For Good un outil inédit, intitulé "Établissement solaire", pour connaître et soutenir le potentiel solaire des toitures de chaque établissement scolaire public en France.

L'outil Établissement solaire, disponible sur ordinateur et téléphone, permet à chaque citoyen, citoyenne, élu ou élue, de **mesurer le potentiel solaire des écoles de leur quartier ou commune si elles étaient équipées de panneaux photovoltaïques**.

Élaboré avec des données accessibles et libres, il permet de lancer une recherche par code postal, et détaille le potentiel de chaque établissement. Les utilisateurs et utilisatrices peuvent également contacter leur mairie pour se renseigner ou encourager cette initiative.

52 766 établissements scolaires analysés

En tout, 52 766 établissements scolaires publics (maternelles, élémentaires, collèges, lycées) sont présents sur l'outil : 50 923 en France métropolitaine et 1 843 dans les outremer. Pour 3% d'entre eux, le potentiel solaire de l'établissement n'a pas pu être déterminé pour des raisons techniques et de données incomplètes.



Jusqu'à 14 TWh de potentiel sur les toits des écoles françaises

Au niveau national, l'outil a calculé un potentiel solaire total pouvant aller jusqu'à plus de 14 TWh pour l'ensemble des établissements scolaires publics (maternelles, élémentaires, collèges, lycées), **soit la consommation électrique annuelle de plus de 2,8 millions de foyers de deux personnes** ¹.

La France en retard sur les énergies renouvelables...

La France vient d'atteindre laborieusement, avec quatre ans de retard, l'objectif de 23 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie, ce qui la place au 15^e rang sur les 27 pays de l'Union européenne. ² Ces résultats, pourtant peu reluisants, n'empêchent pas certains politiques de tenter de saborder le développement des énergies renouvelables à la moindre occasion, comme on l'a vu lors des travaux sur la proposition de loi Grémillet.

...à rebours de la tendance internationale

Au niveau mondial, l'éolien et le solaire connaissent un essor fulgurant. Preuve en est, l'ensemble des réacteurs nucléaires mis en service depuis le début du siècle produisent moins d'électricité annuellement que les éoliennes et les panneaux solaires installés sur la seule année 2024. En Europe, les renouvelables mis en service depuis 2019, et jusqu'à aujourd'hui, ont permis d'éviter l'importation de 59 milliards d'euros d'énergies fossiles, dont 53 milliards de gaz fossile (dont une partie en provenance de Russie).

¹ <https://www.data.gouv.fr/reuses/consommation-par-habitant-et-par-ville-deelectricite-en-france/>

² <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energies-renouvelables/fr/partie4-suivi-des-objectifs-de-la-france>

Un enjeu local

Avec cet outil, Greenpeace France veut montrer qu'il est possible, au niveau local, de développer une énergie durable, peu coûteuse et sûre.

L'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle Aquitaine, les Hauts-de-France et la région Sud sont les régions avec le plus fort potentiel solaire sur les établissements scolaires. Mais **toutes les régions ont un haut potentiel**, la météo n'étant qu'un paramètre parmi d'autres de la production d'énergie solaire.

La transition énergétique et écologique est dépriorisée par les responsables politiques au niveau national, ce qui entraîne le retard de la France sur ses objectifs climatiques. En conséquence, le développement des énergies renouvelables stagne, voire ralentit. **Les collectivités locales ont un rôle à jouer, loin des polémiques politiciennes stériles.**

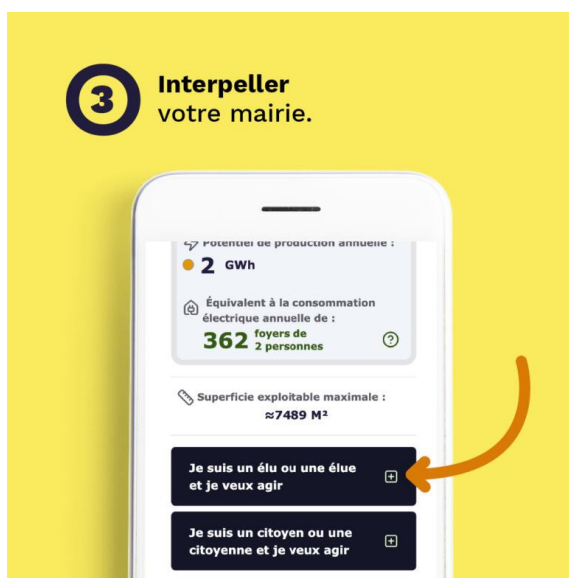
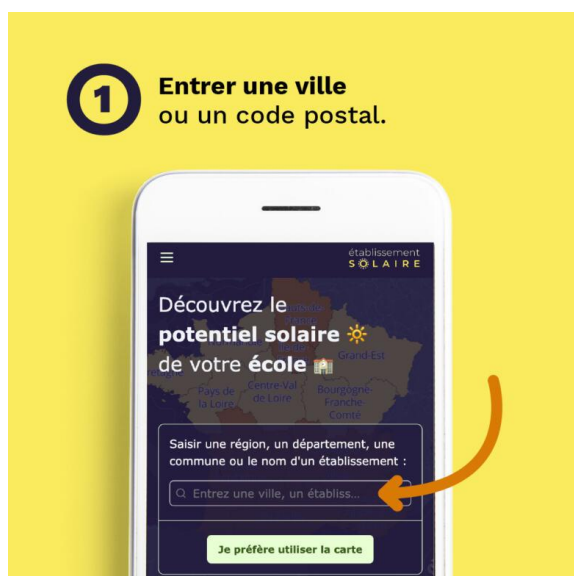


Un outil pour interpeller les mairies

Les élections municipales à venir en 2026 sont une occasion en or pour que les candidates et candidats s'emparent de cet enjeu et nous présentent leur ambition pour la transition énergétique de leur territoire.

Parent d'élève, personnel dans un établissement scolaire, élu·es et élus locaux ou tout citoyen et citoyenne ayant envie de se mobiliser, **l'outil Établissement solaire a été conçu pour permettre d'agir concrètement, sans expertise technique.**

Un outil de contact permet de contacter facilement sa mairie pour informer, questionner et encourager les pouvoirs publics locaux à soutenir la transition énergétique de leur territoire.



Des Françaises et Français soutenant les énergies renouvelables

De récents sondages montrent que la majorité de la population soutient les énergies renouvelables, tous partis confondus et même les riverains de projets déjà en place.

→ Selon un [sondage](#) IPSOS / Réseau Action Climat d'octobre 2025 :

- 89 % de personnes interrogées sont favorables aux panneaux solaires sur bâti existant
- 75 % sont favorables au développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, etc).

Une adhésion forte et transpartisane qui contredit le positionnement des parties de droite et d'extrême droite : *“si les sympathisants de gauche sont parmi les plus convaincus, les électeurs du Rassemblement national (RN) et des Républicains, dont les élus sont très clairement opposés aux énergies renouvelables électriques (éolien et solaire), sont, eux aussi, majoritairement favorables à ces sources d'énergie (77 % des électeurs du RN, par exemple)”*.

→ Un [sondage](#) IFOP d'avril 2025 montrait lui que :

- 77 % des personnes interrogées souhaitent la pose de panneaux solaires sur les établissements publics
- 80 % souhaitent une rénovation énergétique des bâtiments publics

→ Toujours en avril 2025, ce [sondage](#) IFOP soulignait que l'opinion publique est largement favorable aux énergies renouvelables :

- 84 % des Français interrogés déclarent avoir bonne image des énergies renouvelables
- ce chiffre atteint 94 % chez les riverains d'installations énergies renouvelables
- 68 % des Français aimeraient que les énergies renouvelables se développent
- 62 % pensent que le développement des EnR en France est insuffisant

L'école, un symbole

Réaliser la transition énergétique et écologique des écoles (par la rénovation du bâti, la végétalisation des cours, la pose de panneaux solaires), c'est montrer concrètement les bienfaits de l'écologie sur le quotidien des gens, c'est montrer l'exemple pour faire évoluer son territoire, pour sensibiliser la population.

De plus, l'installation de panneaux solaires sur les toits des établissements scolaires aurait un impact environnemental très faible puisque les surfaces sont déjà artificialisées.

...qui s'intègre dans un projet plus global

L'adaptation des moyens de production d'énergie, doit s'inscrire dans un projet plus global qui intègre la rénovation énergétique des établissements scolaires pour :

- Protéger la santé et le bien-être des élèves et des enseignantes et enseignants en leur assurant des conditions d'apprentissage épanouissantes toute l'année.
- Réduire les coûts énergétiques et les factures d'électricité, soulageant ainsi des établissements et des collectivités déjà en manque de moyens.
- Lutter activement contre le dérèglement climatique, en faisant des écoles des modèles de sobriété et d'efficacité énergétiques, fonctionnant sans énergies fossiles et adaptées à un climat qui change.

Avec des partenaires de l'Alliance écologique et sociale, Greenpeace France a publié un [rapport](#) sur le bâti scolaire qui fait le bilan des constats et plans des dernières années. Il contient des propositions concrètes pour un grand plan de rénovation des établissements scolaires, ainsi qu'un plan de financement.

Contacts

Greenpeace France

Magali Rubino, chargée de communication :
07 78 41 78 78 / magali.rubino@greenpeace.org

Data For Good

Lou Welgryn, secrétaire générale de data for good :
06 46 47 61 87 / lou@dataforgood.fr

[Data For Good](#) est une association qui rassemble une communauté de plus de 7000 bénévoles tech qui mettent leurs compétences au service de l'intérêt général en collaborant avec des associations qui œuvrent pour l'environnement, la démocratie et la justice sociale.